

NAF

BI-MENSUEL
ROYALISTE

DU 9 DÉC.
AU 22 DÉC. 1976

6e ANNÉE

DIRECTEUR
POLITIQUE
B. RENOUVIN

andré malraux
pages 5 et 8

NOUVELLE ACTION FRANÇAISE

N° 237 3,50 F

un prince au service de son peuple



repères

Nous avons souvent parlé à nos lecteurs de l'incompétence et de la légèreté de Giscard. L'événement vient, hélas ! confirmer cette analyse. Bertrand Renouvin explique dans l'éditorial comment la dislocation de la majorité, venant s'ajouter à la crise économique et sociale, nous mène directement à la crise globale du régime. Et pendant que l'Etat est occupé par un ludion, l'absence de tout projet industriel remet en question les performances techniques de nos fabricants de matériel téléphonique (article de A. Brugnot), cependant que notre politique étrangère fantomatique nous condamne à ne pouvoir mettre à profit les résultats du succès indépendantiste au Québec (interview de Philippe de Saint Robert).

Face à la faillite d'une politique fondée sur les idéologies stérilisantes issues des lumières dont nous parle Philippe Ariès (chronique Histoire), et condamnée à engendrer des goulags de droite ou de gauche souvent si semblables (notre mauvaise humeur), l'espérance passe par une découverte du sens de notre civilisation. Cette redécouverte qu'André Malraux, tout au long de sa vie d'agnostique hanté par la foi, a si âprement cherché (articles de Gérard Leclerc et Philippe Delaroche). Mais cela ne suffit pas, Renouvin nous rappelle en éditorial comment notre régime se caractérise avant tout par l'absence de Prince. Ajoutons que le Prince n'est pas seulement un moyen institutionnel commode. C'est aussi l'homme qui incarne le souci de la communauté nationale et de la justice, qui est fondamentalement et de façon permanente au service de son peuple. La façon dont Monseigneur le Comte de Paris comprend ce souci, et le met en acte dans le cadre de la fondation Condé (notre reportage en pages centrales), fait désirer vivement qu'il puisse exercer rapidement sa soif de servir la France au sommet de l'Etat.

NAF

Edité par S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs
Paris (1^{er})

Téléphone : 742-21-93

Abonnement trois mois : 25 F

Abonnement six mois : 45 F

Abonnement un an : 80 F

Abonnement de soutien : 150 F

C.C.P. N.A.F. Paris 193.14 Z

Directeur de la publication :

Yvan AUMONT

Les illustrations et photos illustrant ce numéro ont été fournies par le groupe audio-visuel et sont la propriété de la N.A.F.

Imprimé en France
diffusion N.M.P.P.

naf 237 - page 2

la presse au crible

" patrons, salauds... "

« Patrons, salauds, le peuple aura voté ». Le vieux slogan gauchiste court à travers toute une presse qui s'interroge, plus que jamais, sur la « loi d'airain » du capitalisme.

Une loi qu'on peut comprendre sans recourir aux manuels d'économie. A Usinor-Dunkerque, par exemple, il y a eu 83 morts en moins de vingt ans. D'où la mise en accusation par les syndicats du travail posté (les trois-huit) générateur de désordres psycho-physiologiques en tous genres et d'accidents mortels. Mais, comme le montre POLITIQUE - HEBDO (n° 247), les patrons sont encore loin de penser que « la sécurité n'a pas de prix ».

crise en lorraine

Procès des conditions de travail. Procès aussi, toujours dans POLITIQUE-HEBDO, d'une politique industrielle qui se traduit aujourd'hui par la crise de l'économie lorraine. Comme les mines de fer et le textile, la sidérurgie connaît depuis longtemps des difficultés. Avec des conséquences importantes sur l'emploi :

Déjà le chômage partiel, après une certaine accalmie, reprend de plus belle. Jusqu'à la fin de l'année, il touchera 50.000 salariés en Lorraine. Chez Sacilor, la quasi-totalité des installations sera concernée : 16.000 personnes ont été touchées en novembre et 26.000 le seront en décembre. Neuves-Maisons a arrêté ses installations du 29 octobre au 4 novembre. Les Tubes de la Providence, à Réhon, seront fermés du 18 décembre au 3 janvier. Usinor-Thionville fermera du 22 décembre au 10 janvier, sans compter la réduction de 8 heures de l'horaire hebdomadaire de travail.

Mais l'avenir ?

Un nouveau plan de restructuration de la sidérurgie lorraine est aujourd'hui en préparation. Portera-t-il sur 14.000, 20.000 ou 30.000 suppressions d'emplois ? Personne ne le sait avec exactitude ; en tout cas, l'écrémage sera important et vital dans une région où la diversification — malgré les promesses et les discours officiels — est encore très réduite.

Conclusion :

La Lorraine paye l'imprévoyance et l'égoïsme des « maîtres de forge », qui ont toujours refusé l'implantation d'industries nouvelles à cause de la concurrence salariale. Aujourd'hui, les mêmes pleurent l'absence de diversification industrielle.

réalisme

LE NOUVEL OBSERVATEUR, pour sa part, s'alarme des nouvelles menaces qui pèsent globalement sur l'emploi. Là encore, le patronat est sur la sellette. François Ceyrac n'a-t-il pas déclaré à OUEST-FRANCE qu'un « retour à la vérité » pourrait « malheureusement se traduire dans certaines entreprises par des licenciements ». Or, explique François-Henri de Virieu, Ceyrac ne devrait guère avoir de difficultés à imposer ses vues au gouvernement. N'a-t-il pas déjà un allié dans la place : Christian Beullac, ancien directeur général adjoint de la Régie Renault et aujourd'hui ministre du Travail dans le gouvernement Barre ? En déplacement à Lyon (...), Beullac a eu ces mots : « Il faut empêcher les abus mais ne pas s'opposer aux compressions d'effectifs quand elles se révèlent indispensables. Il ne sert à rien de refuser de regarder la réalité en face ».

Le propos a surpris par sa maladresse et son cynisme. Il y a bien longtemps qu'un ministre du Travail n'avait commis pareille bourde.

Raymond Barre a bien tenté de redresser le tir en... reprochant aux patrons leur attentisme. Mais, conclut F.H. de Virieu : Cette passe d'armes ne doit pas faire illusion. Le gouvernement et le patronat sont, en fait, d'accord sur l'essentiel, c'est-à-dire sur la nécessité de changer de politique sociale. La défense du plein-emploi n'est plus en France cette « priorité des priorités » que l'on affichait en 1974. Il y a à cela une raison très simple. Le patronat s'est rendu compte récemment que l'économie française risquait de traverser une nouvelle zone de turbulences. Et il veut jeter du lest avant que la récession ne revienne. Avant qu'il ne soit trop tard. Le gouvernement sera complice. Il ne s'opposera pas aux licenciements collectifs, s'il y va de la santé des entreprises défallantes. L'heure est au réalisme...

Un « réalisme » qui va faire mal dans un pays qui compte déjà plus d'un million de chômeurs.

Autre exemple de « réalisme » capitaliste : l'irrésistible ascension de Robert Hersant, qui continue de susciter de vives inquiétudes dans la presse indépendante. Ainsi Denis Périer-Daville, dans LE QUOTIDIEN DE PARIS, estime que : Les banques ont été le « deus ex machina » des grandes manœuvres menées autour de l'achat du « Figaro ». Ne continuent-elles pas à tirer les ficelles ? Robert Hersant ne serait-il pas tout simplement un prête-nom ? Braquer sur lui tous les feux de l'actualité, lui donner une stature hors pair de grand dirigeant de presse, n'est-ce pas une façon particulièrement habile de masquer la vérité : c'est-à-dire de cacher qu'une grande partie des quotidiens est en train de tomber sous la coupe de puissances financières ?

hersant

Quoi qu'il en soit, ces manœuvres sont inadmissibles, montre TMOIGNAGE CHRETIEN dans son numéro spécial (n° 1690) sur la révolution technique dans la presse :

Il est totalement inadmissible qu'un Robert Hersant, d'abord par le jeu des achats successifs de petits titres en province puis par la mainmise sur des grands quotidiens nationaux, contrôle seul aujourd'hui un sixième des quotidiens français, demain un quart, après davantage.

Il est inadmissible que le secret soit gardé sur l'origine des fonds qui ont permis de telles concentrations : dire que cela se fait « grâce aux banques » ne peut nous suffire ni nous rassurer. Il est inadmissible que des équipes de rédaction soient mutilées puis dispersées et que soit ainsi remis gravement en cause l'indispensable pluralisme de la presse.

Il est inadmissible que de telles opérations se fassent avec l'aide et la complicité du pouvoir, cette complicité s'expliquant par la volonté clairement exprimée de Robert Hersant de tout faire pour mettre la gauche en échec lors des élections législatives de 1978.

Capitaines d'industrie, patronat industriel, puissances financières, il n'est pas facile de savoir qui détient, en dernière instance, la réalité du pouvoir, dans notre « société libérale avancée ». En tous cas, l'Etat laisse faire l'argent, et laisse s'imposer le cynisme patronal. Par désinvolture ou par intérêt ? Vaste question qui laisse identique la conclusion : l'Etat-Giscard n'est pas l'Etat de tous les Français.

Jacques BLANGY

téléphone : quelle politique ?

Le marché du téléphone est en train de connaître un grand bouleversement qui devrait permettre à la France de jouer sur le plan mondial un rôle de tout premier ordre. Pour tenir ce rôle, l'Etat vient de définir une politique ambitieuse. Sera-t-elle appliquée ?

La situation française est des plus critiques. En décembre 1975, l'on ne disposait que de 13 lignes téléphoniques pour 100 habitants, nous plaçant au 17^e rang mondial et à l'avant-dernier sur le plan européen, après l'Espagne et la Grèce, juste avant le Portugal. Contrairement aux grands pays européens, notre système n'est pas encore automatisé.

Pour juger de l'évolution de la situation, comparons les demandes d'abonnements en instance à la fin de l'année précédente aux demandes satisfaites au cours de l'année. Ce rapport nous révèle une amélioration de 1966 à 1971, puis une dégradation continue de 1971 à 1974. En 1971, les demandes en instance représentaient 0,94 % des demandes satisfaites. Ce pourcentage est passé à 1,38 % en 1974 ! En 1975, la situation s'est nettement améliorée par une vaste campagne de raccordements effectuée à grand renfort de déclarations gouvernementales. Début 1976, malgré cet effort, les demandes en instance restaient de 9 % supérieures aux demandes satisfaites et 1 050 000 français étaient en attente de téléphone. Pendant ce temps, le téléphone français se vend bien à l'étranger : mise en service à Moscou du plus grand centre téléphonique du monde, installation en Pologne d'une usine d'une capacité de 600 000 lignes, commande de 200 000 lignes pour l'Algérie, mise en service à Las Vegas d'un central d'une capacité de 36 000 lignes, etc. Le système français « Pentaconta » est exporté dans chent en 1975 le milliard de francs et représentent environ 12 % du chiffre d'affaires des industries du 78 pays. Ces exportations appro-
téléphone.

UNE TECHNOLOGIE DE PREMIER ORDRE

Le VI^e Plan fixait la priorité sur la fluidité du trafic, l'augmentation du nombre de lignes afin de permettre un délai moyen de raccordement de trois mois (il est d'un an à l'heure actuelle). Malgré le plan Galley (1971), la fluidité qui devait être rétablie en 1973 ne l'est toujours pas en 1976.

Si l'on en croit les déclarations gouvernementales, la France sera bientôt le premier pays européen dans le domaine des télécommunications. Nous disposons actuellement d'un réseau de 7 146 000 lignes, les nouvelles prévisions nous assurent 20 millions de lignes en 1982, représentant annuellement près du triple des raccordements actuellement effectués, un marché de 135 milliards de francs, et la création de 90 000 emplois.

La France a toujours été à la pointe de la technologie en matière de téléphone. La qualité de nos centraux a une référence mondiale. S'il est vrai qu'il est plus facile d'avoir New York que le 22 à Asnières, c'est dû à l'engorgement actuel des centraux, faute de lignes disponibles. Depuis quatre ans, des centraux français semi-électroniques à commande centralisée par calculateurs Métaconta, sont en service au Maroc, au Mexique, aux Etats-Unis et dans des installations françaises privées. L'administration vient enfin de reconnaître cette technologie pour nos futurs centraux parallèlement à l'utilisation de centraux tout électroniques dits temporels (système E10 de C.G.E.). La lenteur de l'administration dans le choix et l'adoption des futurs systèmes provoque le retard technologique de nos centraux par rapport à ceux que nous vendons à l'étranger : 50 % des abonnés de Paris sont encore connectés à des centraux à système rotatif conçus en 1928 !

Le Secrétaire d'Etat aux P.T.T., M. Norbert Segard, l'a bien compris, et les promesses sont ici encore alléchantes avec la mise en service d'ici 1980 de 2,5 millions de lignes en système temporel (C.G.E.) et de 1,8 million de lignes en semi-électronique (Thomson et C.G.C.T.).

RESTRUCTURATION SERIEUSE...

Le marché français du téléphone était jusqu'à présent bien réparti suivant des quotas quasi immuables : I.T.T. (C.G.C.T. et L.M.T.) avec 42 %, C.G.E. (C.I.T.) avec 32 %, Ericsson 16 % et A.O.I.P. 10 %. Il en résultait que 58 % du marché était aux mains de sociétés étrangères.



Il semble que le gouvernement veuille mener une politique française du téléphone : il a favorisé l'entrée de Thomson sur le marché en lui attribuant 36 % des commandes (d'où le rachat par Thomson d'Ericsson-France et de L.M.T.), la C.I.T. se voit chargée de 37 % du marché et obtient un véritable monopole dans la technologie de pointe du tout-électronique (système temporel E10 et E12). I.T.T. (avec la C.G.C.T.) se retrouve seule société étrangère avec 16 % du marché, les 10 % restant sont confiés à l'A.O.I.P.

Le gouvernement veut d'autre part mettre fin à la guerre des industriels pour l'exportation (guerre qui favorisait généralement les sociétés étrangères) en les forçant à s'unir. La Thomson plus compétente en composants électroniques se voit chargée de centraux semi-électroniques nécessitant des calculateurs, la C.G.E. fabriquant des calculateurs — par sa participation dans Honeywell-Bull — fabriquera les centraux électroniques nécessitant un apport important de composants (1).

Face aux trois grands : C.G.E., Thomson et C.G.C.T., l'A.O.I.P. avec 11 % du marché peut jouer un rôle d'équilibre et illustrer le secteur coopératif que le gouvernement, semble-t-il, souhaite développer.

... OU TEMPETE DANS UN VERRE D'EAU

Les besoins du marché français sont considérables. Le marché extérieur est lui aussi plein de promesses, tant dans les pays en voie de développement qu'aux Etats-Unis même, où des sociétés

américaines se tournent vers la France pour lutter contre A.T.T., le géant du téléphone outre-atlantique. La France a donc en main toutes les chances de succès pour jouer la carte du téléphone. Le seul problème reste celui de son financement.

Il est temps de comprendre que la réussite économique dépend aussi, dans une large mesure, du bon emploi des télécommunications, que développer ce secteur serait rentable pour les P.T.T. (une ligne s'amortit en trois ou quatre ans) et favoriserait le développement de toute l'industrie électronique.

Mais, d'ores et déjà, il paraît impossible que les belles promesses faites pour 1976 soient tenues, compte tenu des niveaux d'activité atteints fin novembre. Ceux prévus pour 1977 supposeraient eux, pour être atteints, que les sociétés investissent davantage. Or, lorsque M. Segard a récemment suggéré à la Thomson de créer une unité de composants, celle-ci lui a répondu en substance que la faiblesse des commandes de l'Etat ne lui permettait pas de prendre ce risque. Ajoutons-y le scepticisme des industriels quant à l'avenir économique de notre pays. Le plan téléphonique gouvernemental pourrait bien, comme les autres plans industriels, finir en tempête dans un verre d'eau.

A. BRUGNOBOIS

(1) Ces composants représentant 60 à 85 % du prix de revient des centraux, ce qui fait dire très justement au Secrétaire d'Etat aux P.T.T. qu'un téléphone français nous condamne à réussir notre industrie de composants.

québec : entretien avec philippe de saint-robert

N.A.F. : Le Québec, pourquoi est-ce important ?

Philippe de SAINT-ROBERT : Je pourrais répondre qu'il s'agit d'un peuple issu du nôtre et que cela devrait nous toucher au premier chef. Malheureusement, les Français sont restés indifférents à l'endroit de ce qui s'est passé au Québec depuis dix ans. Sans doute, au niveau de la classe politique, parce qu'il est humiliant de reconnaître que de Gaulle a eu raison : aussi préfère-t-on expliquer que la victoire du parti québécois serait le résultat d'une accumulation de mécontentements à l'égard du gouvernement Bourassa. Mais qui a jamais mis sur le compte de la peur les « succès » électoraux des Fédéralistes ? Pourtant...

N.A.F. : Depuis dix ans, que s'est-il passé au Québec ?

P.S.-R. : Depuis dix ans, il y a eu un lent cheminement de la revendication indépendantiste : les partisans de l'indépendance rassemblaient 8 % des voix aux élections législatives de 1966, 24 % en 1970 (donc après le voyage du général de Gaulle), et 30 % en 1973. Ils représentent aujourd'hui 41 % des suffrages, ce qui leur donne la majorité absolue à l'Assemblée nationale du Québec, du fait d'un système électoral qui a longtemps joué contre eux.

N.A.F. : Quelles sont les questions qui vont maintenant se poser ?

P.S.-R. : Le Parti québécois est devant ses responsabilités, et elles sont grandes. Il aura à affronter deux dangers.

Dans notre prochain numéro, Marc Vandesende publiera quelques-uns des « carnets » rapportés d'un récent séjour au Québec.

— Le premier danger va être, sur sa gauche, la naissance d'une revendication plus extrémiste, car le Parti québécois va être obligé de procéder par étapes et de démontrer son sens des responsabilités. Ce risque de débordement était déjà sensible lorsque je me trouvais au Québec, en juin dernier.

Cette extrême gauche pourrait d'ailleurs être aisément manipulée par les partisans du fédéralisme et par les services secrets anglo-saxons, comme ce fut le cas au Chili lorsque des syndicats noyés par la C.I.A. ont débordé le gouvernement Allende. De même, au Québec, tout partisan de l'indépendance passe aisément pour dangereusement à gauche malgré les efforts de René Lévesque pour expliquer son action aux Américains. Malheureusement, le manichéisme anglo-saxon ne conçoit pas, sur le continent américain, quelque chose qui puisse être différent de l'uniformité culturelle et économique, et de la servilité politique.

— Le second danger est la manœuvre des Anglo-Saxons à l'égard des communautés francophones des autres provinces. En effet, les Anglo-Saxons tentent de persuader ces francophones que l'indépendance du Québec compromet leur avenir et les conduit à l'assimilation. En d'autres termes, les Anglo-Saxons s'autoriseraient à adopter dans les neuf autres provinces la même attitude que le Québec.

Ce raisonnement est une imposture. Car l'accession du Québec à la souveraineté internationale est au contraire une garantie pour les autres communautés francophones : soit parce que le Québec pourra les aider sur les plans financier, politique et culturel dans la lutte pour leur identité, soit parce que

la survivance de ces communautés francophones devenant impossibles, il faudra envisager leur transfert vers le Québec.

Je précise que la victoire des partisans de l'indépendance n'est pas la défaite de Bourassa, qui n'a aucune importance, mais la défaite de Trudeau : toute sa politique aboutit aujourd'hui à l'échec complet. P.E. Trudeau a prétendu amener le Canada au bilinguisme. Mais personne n'en voulait : ni le Québec subissant la domination anglo-saxonne et donc un bilinguisme forcé depuis deux siècles, ni les Canadiens anglophones. D'ailleurs, pourquoi les Anglo-Saxons de Vancouver — ville aussi éloignée de Montréal que l'est Le Havre — apprendraient-ils le français dont ils n'ont aucun usage ? La politique de Trudeau ne pouvait donc être qu'un échec, principalement du fait de l'intolérance des Anglo-Saxons à l'égard de la langue française.

N.A.F. : La France a-t-elle une politique vis-à-vis du Québec ?

P.S.-R. : Malheureusement, elle n'en a plus, alors que le Général de Gaulle avait apporté au Québec le soutien que l'on sait.

Cette aide de la France a été capitale, même si les habitants du Québec ne se sentent pas Français, mais Américains de langue française. Ils n'ont d'ailleurs plus notre mentalité, quelque ferveur qu'ils aient pour le passé que nous avons en commun. N'oublions pas nos abandons. Il ne s'agit donc pas d'envisager la question du Québec comme celle du retour à une mère-patrie lointaine, et il faut être extrêmement prudent dans la manière dont nous nous exprimons quand nous parlons du Québec.

Donc le Québec n'est pas la France, et la France n'est pas le Québec. Mais le Québec est la chance de la France. Cela parce que le Québec est un pays jeune,

qui a un bouillonnement intellectuel, culturel et artistique, qui a des possibilités politiques et économiques considérables et qui peut par conséquent nous apporter un souffle nouveau.

N.A.F. : On parle de « séparatisme » et d'« indépendantisme ». Où est la différence ?

P.S.-R. : Les Québécois ne sont pas séparatistes. Leur indépendance est pour le moment conçue dans une relation fructueuse avec le Canada, en particulier dans une sorte de marché commun. Ils veulent affirmer leur identité, et même apporter quelque chose à l'Amérique. Cependant, si le pouvoir fédéral s'obstine dans la politique imbécile de Trudeau, il y aura des conflits très graves. Mais les jours de Trudeau sont probablement comptés. Et c'est heureux, car Trudeau a mené une politique dogmatique et méprisante, et a scélébré la branche sur laquelle il avait assis son complice Bourassa en tentant d'accroître les pouvoirs de l'Etat central.

Mieux vaut donc un Anglophone à Ottawa pour négocier l'accession du Québec à un statut de souveraineté internationale, dans le cadre d'une confédération très large. Il faut espérer que les Anglo-Saxons auront l'intelligence de faire cette politique, au lieu de jouer le jeu de la peur, et que les vieux principes anglo-saxons permettront une adaptation souple à une évolution discernable depuis longtemps. Il est vrai que les choses les plus attendues sont toujours une surprise quand elles arrivent. Et les Québécois n'y croyaient plus, à force d'attendre. Comme le disait un député de Montréal au soir du 15 novembre : « Nous avons vaincu la petitesse. Nous sommes le gouvernement que le Québec attend depuis 250 ans. »

Propos recueillis par
Bertrand RENOUVIN



les idées



par
gérard
leclerc

pourquoi nous l'aimions

L'abondance des témoignages reçus à l'occasion de la mort d'André Malraux n'a pas permis au Monde de publier intégralement le texte que Gérard Leclerc avait écrit à cette occasion. Un très large extrait en est tout de même paru le 27 novembre. Nos lecteurs trouveront ci-dessous le texte intégral de cet article.

Il y a quinze ans, adolescent lecteur de la *Condition humaine*, j'étais mis en garde dans l'institution religieuse qui m'accueillait. Les premières pages du roman de Malraux, quelle complaisance dans le sadisme ! me soufflaient-on... Comment nier qu'il y a au cœur du premier Malraux, la tentation de l'activisme, d'une action qui se grise d'elle-même, d'un héroïsme équivoque où la vie est théâtralisée, au point où l'esthétisme abolirait toute interrogation sur le sens. Mais dire cela apparaît déjà comme une singulière bévue, une épaisse sottise contre quoi s'insurge la trajectoire d'une œuvre et d'un destin. Simplement, il y eut cette tentation, cette possibilité qui, reconnue, fut refoulée par le réflexe d'une grande âme. Chacun connaît par cœur le célèbre mot de *L'Espoir* : « Un homme actif et pessimiste à la fois, c'est ou ce sera un fasciste, sauf s'il a une fidélité derrière lui. » On peut remplacer fasciste par nihiliste, ou superposer les deux mots, et on pourra entrevoir certain vertige...

Mais il faut immédiatement reprendre la question de l'action chez Malraux sous un autre angle. Briellement : postnitschéen, il

En mars 1974, à la suite d'une émission de radio où André Malraux s'était exprimé sur des problèmes politiques (l'Europe, les Etats-Unis, les institutions), j'écrivais un article dans la N.A.F. pour commenter les déclarations du grand écrivain. Quelle ne fut pas ma surprise de recevoir une réponse de Malraux, se terminant par un encouragement qui m'allait droit au cœur. Aujourd'hui, nous pouvons la publier en étant sûr que nos lecteurs apprécieront ce geste d'amitié.

une lettre d'andré malraux

Cher Monsieur,

Vous avez raison, mais vous n'ignorez pas qu'à la radio, l'interrogé répond, et synthétise ; si j'avais écrit, j'aurais apporté bien des nuances. J'étais parti du « dessein historique » (Alexandre, César, Richelieu) pour lui opposer la politique américaine, qui implique en effet, le contrôle des sources de matières premières — dont la continuité est bien différente de celle d'un dessein semblable à celui de Richelieu. Cela dit, je ne me méprends pas à l'amitié de l'esprit ; je vous remercie donc de votre article, et vous prie de croire aux vœux que je forme pour votre œuvre et pour vous-même.

André Malraux

ANDRÉ MALRAUX

*Je ne me méprends pas à l'amitié de
l'esprit ; je vous remercie donc de votre
article, et vous prie de croire aux vœux
que je forme pour votre œuvre et pour
vous-même.*

André Malraux

ne peut poser la question de la vérité sous un mode platonicien. Sa quête du sens sera de l'ordre de la vie : « transformer en conscience la plus large expérience possible ». Cela ne signifie plus théâtraliser, mais reconnaître dans l'aventure humaine, la question, l'interrogation, le mystère, l'appel qui surgit des situations limites qui sont les plus significatives de la condition humaine. L'angoisse de la mort, l'amour et la fraternité.

La fidélité fondamentale c'est donc bien une certaine idée de l'homme. Celle qui resurgit au moment le plus crucial de *Lazare*, où est redit (c'est ce que j'ai écrit de mieux, affirmait-il) : « Moi qui ne crois pas à la Rédemption, j'ai fini par penser que l'énigme de l'atrocité n'est pas plus fascinante que celle de l'acte le plus simple de l'héroïsme ou d'amour. Mais le sacrifice seul peut regarder dans les yeux la torture, et le Dieu du Christ ne serait pas Dieu sans la crucifixion. »

Nous sommes aux antipodes de l'esthétisme qui ment et travestit. L'art ne sera jamais pour l'auteur du *Musée imaginaire*, un refuge, mais une autre façon d'interroger le sens, de percevoir un au-delà du réel qui donne son poids à la vie. La meilleure preuve, c'est que sa façon de comprendre la peinture ne diffère pas de la façon dont il appréhende Dostoïevski et Bernanos. Encore des chrétiens !

On soupçonne facilement les catholiques de récupérer pour leur église. Malraux nous a rendu service en restant fidèle à la finale de la *Tentation de l'occident* reprise dans la plus belle page des *Antimémoires*. Il ne s'est pas laissé attendrir par un amour qui lui semblait hors de prise. Jusqu'au bout, il a

entendu la voix des lâchetés vaincues. Reste son rapport secret au christianisme, ce qu'il rejetait au misérable petit tas de secrets, mais qui, resaisi au niveau de l'Homme, est de l'ordre de l'interrogation générale qu'il estimait plus que tout.

Dans l'action, dans l'art, dans le regard du crucifié, il y a une question dont la réponse ne nous appartient pas. Dès le départ, Malraux a établi l'impossibilité d'une communication entre la transcendance et notre connaissance. Mais la question demeure éternellement : « Une horreur sacrée nous habite, nous attend comme les mystiques disent que Dieu les attend. »

Voilà qui nous donne la véritable portée de l'agnosticisme de Malraux, inaccessible aux théismes et athéismes également satisfaits. Cette affirmation de l'impossibilité de connaître pèse le poids infini de la question, suspendue, jamais abolie. Jusqu'aux portes de la mort. Et au-delà où il y a maintenant cette lumière inaccessible. Cet amour toujours respecté après qu'il eut été violemment récusé. Non pas salué comme Bénarès ou les grands centres religieux, mais comme un lieu trop proche pour être visité ?

Voilà pourquoi nous aimons Malraux plus que les autres, ses pairs. A cause de cet agnosticisme qui refusait le positivisme. Pour nous autres, pauvres enfants d'une société industrielle gorgée de techniques et d'assurance, mais n'ayant su construire « ni un temple, ni un tombeau », il a arraché l'histoire à l'insignifiance. Et aussi, la condition humaine.

Gérard LECLERC

uple

gériatrie. Des aides-soignantes, des étudiants infirmiers et futurs docteurs viendront s'y perfectionner, afin de se préparer à leur carrière au service de la vieillesse.

LES PROBLEMES DU TROISIEME AGE

Mais le mieux, pour connaître la fondation Condé, n'était-il pas rendez-vous avec Mme Friesz, la rendez-vous avec Mme Friesz, la directrice de l'établissement. Accueil chaleureux au téléphone, confirmé dès notre arrivée à Chantilly. C'est une femme de cœur qui dirige la fondation Condé. On constate immédiatement que, pour elle, les questions de gestion sont subordonnées à la vie de ses pensionnaires. Comment leur rendre le séjour agréable, créer un climat de sympathie, faciliter les liens communautaires, tel est son premier souci. Elle nous fait part de ses difficultés : ici aussi la télévision pose des problèmes. Le fait qu'il y ait un poste dans les chambres ne favorise pas la veillée ensemble. Heureusement, le Comte de Paris organise des séances de cinéma très appréciées.

Mais justement, voici le Prince qui vient participer à la conver-



NDE

La Fondation Condé a pour objet de son aide et son soutien à la désirant faire partie de l'association Condé, Place Maurice Versepuy, sont à adresser à l'ordre de Fondation Condé, C.C.P. 35101 75. Pour 150 F, bienfaiteur 300 F, fon-



sation, après nous avoir salués. Je suis très ému. C'est la première fois que je m'entretiens avec l'héritier de nos rois. Il me semble pourtant que je le connais depuis toujours ; sa voix, sa gentillesse et cette inimitable distinction qui allie la simplicité à l'autorité naturelle. Je lui rapporte le mot qu'il a dit à un ami qui en a été vivement frappé : « Avec la fondation Condé, je peux prendre connaissance d'une part de la misère des Français. » Le Prince confirme l'arrivée dans une maison de retraite, même la plus accueillante, est toujours une terrible épreuve. — En huit jours, ajoute Mme Friesz, on assiste à une brusque baisse de tension morale. C'est un véritable arrachement à la vie, la maison où l'on était chez soi, le cadre social où on évoluait habituellement, ses amis, ses relations. La coupure est brutale. On a l'impression d'entrer dans un monde qui vous retranche de tout ce que vous avez été, lorsque vous étiez actifs et reliés à votre famille. C'est vrai, d'autant plus que les liens avec les enfants sont distendus. Mais, même lorsque les visites sont fréquentes, l'adaptation est pénible.

Le Prince se félicite que la direction soit assumée par une femme, nécessairement plus attentive qu'un homme aux détails du quotidien, et à la façon de soutenir moralement l'ensemble de cette communauté. Mme Friesz est très proche de ses pensionnaires, elle essaie de les voir personnellement le plus souvent. C'est la seule façon d'agir si l'on veut les aider à surmonter une épreuve d'autant plus lourde qu'ils arrivent tard à la maison de retraite. La politique menée ces derniers temps, a facilité — et c'est louable — les soins à domicile. Ce qui permet aux personnes du troisième âge de rester le plus

longtemps possible chez elles. Le revers de la médaille, c'est qu'elles arrivent, à la Fondation Condé ou ailleurs, lorsqu'il n'est plus possible de les garder à domicile, lorsque les enfants ne peuvent plus les héberger et les soigner. Alors, il faut redoubler de prévenance et de délicatesse.

A la Fondation Condé, on les fera, par exemple suivre personnellement par un médecin qui les verra très régulièrement. Et puis il y a les multiples détails qui agrémentent la vie, parfois les fêtes avec des jeunes venus de l'extérieur, la tenue de la maison toujours agréable...

La conversation se prolonge longuement. Le Prince évoque les manifestations récentes au profit de son œuvre, sur le Champ de Mars, avec la venue à Paris de la célèbre école de Vienne. Rarement dans la capitale, on peut voir des spectacles de cette qualité. Et puis dans de pareilles occasions le Prince se manifeste avec tout le prestige qui appartient au chef de la Maison de France. Dans la tribune d'honneur devant l'Ecole Militaire, n'était-il pas entouré des principales personnalités de l'Etat et du corps diplomatique ? Alors les parisiens peuvent montrer le respect dont ils entourent celui qui incarne leur passé et donc la France.

AU SERVICE DE SON PEUPLE

Avant que nous ne reprenions la route vers Paris, le Prince tient à nous faire visiter lui-même l'ensemble des bâtiments. La conversation continuera aussi cordiale. Je dis au Prince que je suis né dans la même région que lui, la Thiérache. Nous évoquons les images de la petite patrie.

Nous nous rendons dans son bureau, où nous retrouvons les images et les souvenirs de la famille royale. Et puis, c'est la visite du salon, de la bibliothèque.

Au passage, le Prince salue tous les pensionnaires qu'il rencontre. Il les connaît tous et dit à chacun un petit mot. Les visages s'éclairent. Voici les cuisines. Conversation avec le chef sur les menus. Nous allons dans les dépendances. C'est la partie la plus neuve que nous venons de parcourir.

De l'autre côté du parc, nous retrouvons les bâtiments d'origine. Ils abritent pour quelques temps encore l'hôpital. On n'arrange pas des locaux du XVII^e ou du XVIII^e siècle comme des constructions récentes. Mais on a quand même fait beaucoup pour les améliorer : petites salles à manger, dortoirs d'une propreté remarquable.

L'ami Gérard qui s'est fait une joie de photographier le Prince avec les pensionnaires ici s'abstient. C'est simple pudeur. Nous sommes chez ceux qu'on appelle les grabataires. Beaucoup ne sortent pas de leur lit. C'est la partie la plus émouvante de notre visite. Ici encore, le Prince passe à chaque lit dire un mot gentil ou réconfortant à ses hôtes. C'est une image que nous ne sommes pas prêts d'oublier. L'histoire de France est là vivante devant nous, tandis que notre mémoire évoque Saint-Louis. Oui, c'est bien ainsi que nous imaginions le descendant de nos rois. Il a sa place, ici, parmi son peuple, parmi les plus pauvres.

Nous visiterons encore dans la nuit qui tombe, l'hôpital ultramoderne qui s'achève. Le Prince vient nous saluer près de la voiture. Nous voyons s'enfoncer dans la nuit la silhouette de l'homme qui représente toutes nos espérances, en sachant que ce qui se fait ici est exemplaire, et le plus sûr garant d'une France recouvrant son vrai visage.

Gérard LECLERC

Reportage photographique de Gérard GUILLAUME



le tragique et l'histoire

Malraux et nous. Ni Joinville, ni Plutarque, la filiation littéraire fait défaut. D'où : impossible de penser la place de l'écrivain sans évoquer un « état de siècle ». Qu'annonce André Malraux ?

Toucher la vérité Malraux en allant au plus simple. Et non s'étonner, se plaindre, des contradictions d'une vie dans le siècle. Qu'est-ce qui, chez Malraux, divise la vie et partage l'œuvre ? Est-ce que ce qui s'annonce avec *L'espoir* est nié avec *Les chênes qu'on abat* ? Ordre et désordre. Camp des opprimés et camp des oppresseurs, piller de ruines et ravaleur de monuments : autant de visages qui n'effacent pas une figure. Où trouver l'unité-Malraux ?

Parce qu'il y a le même qui rassemble tous les autres : une voix, une énergie, un souffle. L'objet des attentions semble changer — la République espagnole, la République du général —, serait-ce parce que dans l'histoire Malraux veut évoluer encore dans l'Univers des formes ?

Divisés à l'intérieur de nous-même, tout nous incline à composer nos inquiétudes dans le portrait de l'aventurier. La grande nouveauté n'est plus même dans le partage du monde entre spectateurs et acteurs, mais dans le vide de part et d'autre de la fosse d'orchestre. Malraux : prière distinguer le bon et le décadent, le moribond de l'histoire héroïque — de cette crispation d'histoire qui fait le terrain vague du discours protestataire.

L'UNITÉ-MALRAUX

La situation remarquable par excellence : celle du calculateur. Malraux a le tort d'être là, et pleinement là, quand il l'a décidé. Exigences de la situation et situation de ses exigences. Front anti-fasciste et défilé du 30 mai. Le contre-exemple suit immédiatement : Sartre — compagnon de route du P.C., toujours dans la bande, pas vraiment là, insaisissable.

Malraux a toujours été sensible à l'univers de Bernanos. Non que cet

univers fut le sien, mais parce qu'il y entendait quelque chose — qui se refusait, par ailleurs, à le visiter. « *Se jeter en avant* », à l'image de leur demiurge, tous les personnages de l'auteur de *Mouchette* répondent à un appel qui parle au plus profond d'eux-même. Par analogie et dans un autre ordre, on est en droit de reconnaître une tension fondamentale qui, produite et organisée autour de deux « tourments » — le sens de la révolte et la méditation devant la mort — ouvrira la voie Malraux. Voie évidemment peu prosaïque aux yeux des calculateurs et des « visionnaires » d'histoire. déjà faite. Evoquer Malraux, c'est avant tout lire conjointement les deux pôles de ses engagements (1) et de ses méditations. Sans peine de ne rien saisir de sa politique.

Qu'est-ce qui fait dire à l'auteur de *Lazare* qu'Antigone est le premier personnage politique ? Parce qu'elle a dit non à Créon ou parce qu'elle défie les lois, les armées ? Plus simplement encore parce que les soucis de Créon (bon ordre, discipline) n'auront pas raison de son attachement à quelque principe élémentaire : « *Je suis née non pour partager la haine, mais pour partager l'amour.* » Rien ne peut résister, ne peut parler plus fort, « *elle ne sait pas céder au malheur* ». La révolte se confond avec le refus, pas n'importe quel refus. Elle est autre chose qu'une débandade (qui tourne bride dans la bataille ? — ni Créon, ni Antigone. Mais à la fin, au travers de la mort, c'est Antigone qui gagne), parce qu'elle reste l'expression d'une fidélité. La fidélité n'est pas commune aux bons docteurs, et Jeanne ne se fera pas entendre. De même, la paix muniçoise fait dire à Bernanos : « *Les raisons de l'honneur ne tiennent pas debout. Mais les peuples ne peuvent se passer d'honneur (...)* ».

LE SENS DE LA REVOLTE

Comment s'étonner dès lors de la rencontre De Gaulle-Malraux. Puisque tous deux, avec des moyens et des itinéraires différents, communient déjà dans un souci de l'histoire sans rapport avec les calculs des politiciens d'où tout s'est retiré. Un non solitaire qui assure à lui seul un dessein pour la France. « (...) ce non solitaire prodiguait une confiance d'ordre religieux. La confiance n'est pas un sentiment rationnel. Le refus d'Antigone et de Prométhée non plus. Il n'exprime pas une opinion, il assume à la fois le malheur et l'espoir. « Des lois plus contraignantes et plus hautes que les lois humaines... » ; une évidence future, « plus contraignante et plus haute » que le présent ».

Il faut prendre garde aux baillements de la victoire. Malraux s'associe à l'œuvre gaullienne parce qu'elle projette une histoire : « *Avec haine, avec admiration, tous regardaient l'histoire remplacer la politique* » — avec Giscard, l'heure de la renverse. La légitimité : « *le destin de la France ne dépendait-il pas de ceux qui s'en souciaient ?* » Et encore, « *rassembler lut pour le général de Gaulle l'un des mots les plus lourds après celui de patrie* ». Les mots les plus simples sont les mots les plus lourds, mais ils ne parlent pas avec la même force dans toutes les bouches. « *Les buts les plus dignes d'être visés sont ceux que l'on n'atteint jamais : la volonté de justice comme celle d'unité ; mais d'ailleurs* ».

La voie royale oblige à regarder vers les sommets, là où selon le général, il y a moins d'encombrements. Mais le « réel » est plus ou moins encombré. Vers les sommets, une crête pénètre-t-elle les nuages et nous voilà bannis, hors du « réel ». Malraux idéaliste, hégélien, en politique comme en esthétique ? Alignement bancal — à commencer par l'esthétique qu'il refuse. « (...) *L'art ne naît de la vie qu'à travers un art antérieur* », en art comme en politique, Malraux croit à la continuité historique. Trait commun à Bernanos. Croit-il pour autant à un progrès linéaire ou dialectique dans l'histoire ?

LE TRAGIQUE ET L'HISTOIRE

Un moment de l'histoire est avant tout marque d'une histoire, de la même façon qu'on reconduira en-

core longtemps le couple « être du monde/être au monde ». Avec leurs mains à charrue, leurs mains à plume, les hommes gravent leur rapport au monde dans une histoire. Et l'histoire est dépressive, il faut savoir lire ses humeurs. Nous vivons un degré zéro de l'histoire puisqu'il n'y a rien d'une part et rien d'autre part. Doit-on l'avouer ? — nous sommes fatigués.

Tout ce qui marque, tout ce qui fait mode sue la fatigue. Apprendre à renifler tout ce qui est de fatigue bien plus que de désespoir. Voilà pourquoi ; entre autres raisons, on ne peut pas se payer une nouvelle *Confession d'un enfant du siècle*.

Mai 68 sent déjà la fatigue. « *Ce n'est pas une insurrection, ils ne sont pas armés...* » dit Malraux. Sans doute pense-t-il autrement. Enfin... il pare au plus pressé. Il tient sa place. Et puisqu'il était à portée de voix, à portée de pavé, il fallait l'engueuler comme Clavel l'a fait.

Apparaît ici l'unité-Malraux : quand la révolte ne porte pas en elle de quoi balayer les institutions et leur substituer de nouvelles formes, il vaut mieux rester sourd que bégayer. Du point de vue du « politique » s'entend. Savoir attendre, et mettre au monde à terme : le « respect » des institutions chez Malraux, c'est l'attention portée à ce qui demeure, à ce qui accompagne, à ce qui, malgré tout, supporte encore. Jusqu'au jour où tout se retire. Et là, il n'y a rien qui empêche de dire : on a raison de se révolter.

Donc, toujours tenir les deux bouts. Vouloir un dessein pour la France sans mener une réflexion sur les institutions et d'avantage, c'est s'interdire d'avancer. Art et politique : « *nulle grandeur n'est séparable de ce qui la maintient* ».

Un beau jour, Malraux a clos son inventaire des hommes de l'histoire. Ces hommes sont morts et seuls les livres d'un aventurier de génie les feront rencontrer comme en une histoire imaginaire. Et l'histoire des vivants ? En définitive, ce seront encore des occasions et des rencontres qui la susciteront. C'est possible puisque nous le voulons. Encore vingt-cinq ans pour rattraper un siècle. Mais voulons-nous ce que nous voulons ?

Philippe DELAROCHE

(1) C'est l'analyse littéraire qui, tout à fait artificiellement les sépare et les rend indifférents l'un à l'autre.

Bertrand Renouvin

LE DÉSORDRE ETABLI

Lutter/Stock 2

UN LIVRE QUI PERMET DE MIEUX " SITUER " LA N.A.F.

30 F franco

philippe ariès : révolution et changement social

N.A.F. : La Révolution française a été, au niveau de l'histoire événementielle, un phénomène brutal et violent. Correspondait-elle à une transformation profonde de la mentalité française ?

Philippe Ariès : Il est certain qu'à la fin du XVIII^e siècle se produisent des évolutions qui ont une relation avec la Révolution française. Quelle est la nature de cette relation ? Elle ne me paraît pas claire. Toujours est-il que l'on constate dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle un début de « déchristianisation ». Et surtout il apparaît nettement qu'au début des années 1780, la communauté rurale est en crise notamment dans le Midi remarquablement étudié par Yves Castan.

Elle ne fait plus son métier de contrôle des actes des individus et perd confiance en elle-même. La jeunesse, entre autres, cesse de se comporter comme une classe d'âge au sein de la communauté. Elle alimente des bandes de délinquants et de criminels. Un peu comme maintenant en somme ou a tout le moins comme dans la Russie des années 1920. En outre, se constituent de véritables mafias au sens sicilien du terme autour de petits notables, gens de justice généralement, qui deviennent des forbans. On peut d'ailleurs rapprocher ce dérèglement du comportement des adolescents, d'un prélèvement excessif des collégiés sur la jeunesse paysanne et de l'acculturation qui s'en est suivie.

Ceci dit, la crise de la communauté rurale est très brève. Au début du XIX^e siècle, elle est résorbée. On peut même dire que

le XIX^e siècle, grâce à l'enrichissement des campagnes et l'allègement de l'exode rural provoqués par le progrès des techniques, est une période de très grande prospérité pour ces communautés. Cela se traduit par la richesse du folklore paysan et par une réelle fécondité dans le domaine de l'art, du mobilier notamment.

N.A.F. : Somme toute, vous pensez que la Révolution n'a pas constitué une véritable cassure dans la vie quotidienne des Français.

P.A. : Non. Contrairement aux idées reçues, la Révolution française, pas plus d'ailleurs que la Renaissance, ne constitue un tournant dans l'histoire de la France et de l'Occident. Elle est passée même pratiquement inaperçue de 80 % des Français de la fin du XVIII^e siècle. Les moments importants de mutation dans notre histoire se situent ailleurs.

C'est d'abord le passage du premier au second Moyen Âge qui se traduit par une considérable affirmation de la personne. Alors qu'antérieurement on avait surtout conscience de l'appartenance à une collectivité (communauté ou lignage) dont le sort individuel dépendait, à partir des XI^e-XII^e siècles, on prend conscience que chaque individu est une personne dont la particularité et le destin sont irréductibles à ceux de la collectivité.

N.A.F. : Est-ce cela qui explique l'évolution de l'attitude des hommes devant la mort ?

P.A. : Oui. L'angoisse devant la mort, exacerbée à la fin du Moyen Âge, correspond en réalité à une formidable passion pour la vie.

Puis du XII^e au XVIII^e siècle, il n'existe plus de changements notables. En revanche au XVIII^e siècle,

aux alentours des années 1740-1750, se met en place un nouveau modèle de société. Ce modèle est caractérisé par les débuts de la déchristianisation, par la progression de la scolarisation, le décollage de l'agriculture. Il est surtout marqué par une profonde révolution de l'affectivité. Alors que celle-ci, auparavant, était répartie sur un nombre beaucoup plus élevé de têtes, elle se concentre désormais sur le noyau familial. Mais cette relation à un autre devenu très peu nombreux prend un caractère extrêmement fort. On parlera à ce propos de romantisme. Mais alors, à ce compte, nous sommes tous des romantiques car ce type d'affectivité est inscrit au plus profond de nous. Autant nous pouvons modifier notre attitude face à l'automobile ou à la machine à laver autant il nous est impossible de modifier ce rapport à autrui. Or, ce modèle de société dure jusqu'à aujourd'hui. Mais les transformations de mentalité n'ont concerné d'abord que certaines couches et certaines classes, la classe ouvrière par exemple. Et ces classes populaires demeurent relativement marginales jusqu'à la veille de la première guerre mondiale.

N.A.F. : Mais qu'est-ce qui explique ces évolutions, ces tournants ?

P.A. : Ah si on le savait ! Cela voudrait dire que l'on connaîtrait les moteurs de l'histoire. L'explication marxiste économico-sociale est trop réductrice et les historiens sincères la rejettent maintenant. On parle alors, faute de mieux, de multi-causalité. En fait on s'est trop tourné vers l'événement politique et économique. La partie profonde qui constitue les trois quarts de notre vie et de celle de nos ancêtres est encore peu connue. Et ce sont pourtant des causalités psychologiques qui provoquent les grands changements en histoire. A cet égard, la psychologie, si elle n'était utilisée de façon aussi sottise par certaines écoles psychanalytiques serait d'un grand secours pour l'historien.

N.A.F. : Revenons-en à la Révolution. Ne pensez-vous tout de même pas qu'elle a au moins traduit une gigantesque acculturation des élites populaires ? Celles-ci ont alors partagé les préoccupations des fils de la noblesse ou de la bourgeoisie qu'elles côtoyaient au collège ?



P.A. : Ceci effectivement n'est pas niable. Il y a, à la fin du XVIII^e siècle, une poussée de la culture écrite qui se traduit par les progrès de la philosophie des Lumières. Dans le même temps, on voit naître un discours idéologique qui détermine la pratique politique. Il s'agit là d'un phénomène très nouveau. Il existait, avant, une pensée politique, d'ailleurs souvent liée à la philosophie religieuse. Mais elle n'avait jamais influencé l'action politique sauf peut-être au temps de la Ligue au cours des guerres de religion. Et encore ! A partir de la Révolution, on se situe au contraire par rapport à une idéologie. D'ailleurs, la Révolution comme un bloc, a accentué cette irruption de l'idéologie dans la vie politique.

En outre, les philosophes des Lumières rejettent la notion de mal moral, de péché intérieur à l'homme dont les hommes d'Ancien Régime étaient si conscients. Dès lors, le mal devient une aberration que l'on projette sur les autres et qu'il faut extirper de force. Sur ce plan, l'époque révolutionnaire annonce l'univers policier et totalitaire du XX^e siècle.

N.A.F. : La monarchie de Louis XVI pouvait-elle pressentir cette évolution afin de la contrecarrer ou de l'infléchir ?

P.A. : Nous en reparlerons dans la suite de cet entretien mais je ne crois pas qu'un monarque soit à même de s'abstraire de son époque pour la juger avec le recul de l'historien.

Propos recueillis par
Arnaud FABRE

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur la Nouvelle Action Française, sur ses idées, ses activités, les livres et brochures qu'elle a publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

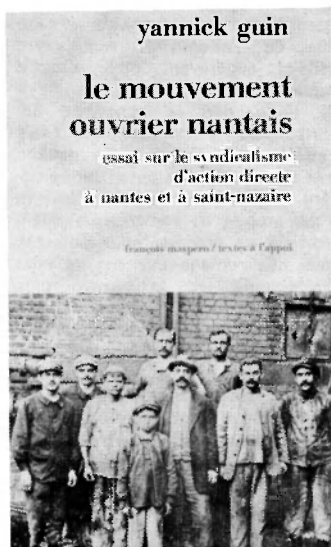
désire recevoir, sans engagement de ma part

- une documentation sur la N.A.F.
- un abonnement gratuit d'essai de deux mois au journal.

Bulletin à retourner : N.A.F., 17, rue des Petits-Champ, 75001 Paris.

lire

la lutte finale



Signe des temps ? Voici que se succèdent, depuis quelques mois, rééditions et études concernant l'histoire du mouvement ouvrier avant la première guerre mondiale. Comme si, libérés des clichés et des exclusives de l'histoire marxiste, éditeurs, historiens et militants avaient besoin d'accomplir un retour aux sources du socialisme français ou, plus largement, de la tradition révolutionnaire française. Réapparaissent les noms oubliés, comme celui du syndicaliste révolutionnaire Rosmer (1), tandis qu'un éditeur courageux tire de l'oubli le recueil des articles de l'anarchiste Emile Pouget (2). Citons aussi les mémoires du syndicaliste Dumay (3) et celles de Louise Michel (4).

Ainsi, par bribes, une période trop longtemps ignorée sort peu à peu de l'ombre. On comprendra mieux son caractère déterminant en lisant l'ouvrage que Yannick Guin a consacré au mouvement ouvrier nantais (5). Cet *essai sur le syndicalisme d'action directe* n'est pas, comme ce sous-titre semble l'indiquer, une histoire de ce qu'on appelle habituellement le « syndicalisme révolutionnaire » ou « l'anarcho-syndicalisme » des premières années de ce siècle : l'étu-

de commence à la Révolution et couvre tout le XIX^e siècle. Etude passionnante, qui porte sur un terrain de choix puisque, à toutes les époques, Nantes a été à l'avant-garde du mouvement ouvrier. C'est à Nantes que naît le premier syndicat, l'*Association typographique* fondée en mai 1833. C'est aussi à Nantes qu'est signée la première convention collective, et que se tiendra le Congrès de 1894 qui donnera naissance à la C.G.T... Et puis, comment ne pas se souvenir que c'est de cette ville qu'est partie la grève générale de 1968 ?

Dans une région catholique et plutôt « réactionnaire », Nantes et Saint-Nazaire seraient-ils le fer éternellement rouge de la révolution selon saint-Marx ? Les choses sont infiniment plus compliquées, l'action directe et révolutionnaire contrastant avec les choix électoraux, les traditions religieuses, les tentations politiques. D'où la tentative de l'auteur pour « *comprendre la raison de la précocité des luttes ouvrières en Basse-Loire. Comprendre les caractères particuliers des luttes de classes. Comprendre les causes de la propension à l'action directe. Comprendre enfin les réactions déroutantes de ces ouvriers, qui renâ-* »

clent à payer les cotisations syndicales, mais suivent aisément les mots d'ordre syndicaux, qui votent en faveur des républicano-socialistes, mais sont prêts en même temps à engager dans la rue un processus révolutionnaire, qui n'aime guère « la politique » mais donnent des coups de boutoir à l'Etat capitaliste, qui écoutent volontiers le curé mais se laissent, sans le savoir, cajoler par l'anarchie, qui se méfient du P.C.F. mais acceptent les leaders communistes de la C.G.T. ». C'est vrai. On avait trop oublié que l'histoire d'un peuple ne se résume pas à quelques schémas tirés de lourdes thèses, et que la lutte des classes n'est pas une progression linéaire vers un avenir automatiquement radieux. Il y a les reculs, les erreurs, les révolutions avortées et celles qui sont récupérées. Il y a la répression et les luttes de clans, tantôt stériles, tantôt indispensables. Et la misère, qui transforme les meilleurs des militants en indicateurs de police.

Voici donc l'histoire du prolétariat révélée dans sa densité, racontée avec une chaleur qui n'exclut pas la rigueur de l'historien. Les hommes revivent : syndicalistes, patrons, politiciens et policiers. Une conscience de classe se forge et les luttes se durcissent à tra-

vers les révolutions politiques et les mutations économiques du XIX^e siècle. Les idées circulent, du Père Enfantin à Proudhon et à Jules Guesde. Mais surtout le mouvement ouvrier, sans le secours des théoriciens et sans les explications des stratèges, crée ses propres formes de lutte : c'est le grand thème de la grève générale, qui sera la « doctrine officielle » du mouvement syndical avant 1914. Mais 1968 montre que toute spontanéité n'est pas morte. Malgré un demi-siècle de marxisme et de socialisme réformiste, la spontanéité ouvrière peut toujours créer une situation révolutionnaire et déborder des syndicats trop établis dans le système.

Reste à espérer que le remarquable livre de Yannick Guin sera suivi de nombreuses autres études qui restitueront, avec autant de bonheur, la « vraie vie » du mouvement ouvrier.

B. LA RICHARDAIS

- (1) Christian Gras : *Alfred Rosmer et le mouvement révolutionnaire international* (Maspéro).
- (2) Emile Pouget : *Le Père Peinard* (Editions Galilée).
- (3) J.B. Dumay : *Mémoires d'un militant ouvrier du Creusot* (Maspéro).
- (4) Louise Michel : *Mémoires* (Maspéro).
- (5) Yannick Guin : *Le Mouvement ouvrier nantais* (Maspéro).

la mauvaise humeur

merci pinochet ?

Nous faudra-t-il remercier le général Pinochet de confirmer, par ses actes, ce qu'à la NAF nous ne cessons de répéter depuis cinq ans ? La question peut surprendre. C'est pourtant bien l'impression qui s'impose devant la proposition maintes fois réitérée du dictateur de Santiago d'échanger Luis Corvalan (secrétaire général du P.C. chilien) actuellement « retenu » dans les geôles de la junte, contre Vladimir Boukovsky, contestataire soviétique, sans étiquette politique, mais interné dans un hôpital psychiatrique en URSS pour non-conformisme.

Un Boukovsky pour un Corvalan, entre un Pinochet et un Brejnev, au nom du stade de Santiago contre le Goulag, voilà bien affirmée la parité entre ces deux formes de gouvernement, ce que nous persistons à affirmer dans nos colonnes. **COFD.**

Que Moscou jusqu'à présent ait fait la sourde oreille, se refusant à tout échange de ce genre, ne saurait préjuger du futur. Qui sait si les dirigeants du Kremlin ne réviseront pas leur attitude, faisant d'une pierre deux coups : d'une part redorer leur blason — fortement terni — au sein du

mouvement communiste international, en obtenant la libération d'un de ses chefs les plus éminents, « héros de la lutte antifasciste », et d'autre part, discréditer une large frange de la contestation soviétique dont l'un des membres serait l'obligé d'Augusto Pinochet ?

Gageons que ce dernier trouverait aussi son compte à un tel marchandage, justifiant par la libération de Boukovsky que face aux bolchéviques, seule la fermeté paie, et qu'en matière de fermeté, lui s'y connaît...

Tout le monde semblerait donc tirer profit de l'opération, y compris Luis Corvalan — alors vraisemblablement promis au rôle de chantre des mérites soviétiques, à l'occasion des multiples tournées de remerciements envers Monsieur Brejnev organisées dans tout le camp socialiste.

Seul l'infortuné Boukovsky apparaîtrait — plus nolens que volens — comme le dindon de cette dramatique farce. Sortir des asiles soviétiques, quelle aubaine ! Domage que ce soit au prix d'un parrainage aussi douteux et compromettant. Mais la liberté, dit-on, n'a pas de prix.

Youri ALEXANDROV

les mercredis de la naf

Nos lecteurs et sympathisants sont invités à participer aux « **Mercredis de la N.A.F.** » tous les mercredis.. Ces réunions ont lieu dans nos locaux, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris (métro Palais-Royal ou Bourse), 4^e étage.

A partir de 19 heures : discussion libre et amicale autour d'un buffet. La conférence, le débat ou le spectacle vidéo commencent à 20 h 30 précises.

— **15 décembre : exposé débat animé par Bertrand Renouvin : « Les inégalités sociales en France ».**

la n.a.f. en mouvement

maurice clavel

L'entretien avec Maurice Clavel sur l'église, les gauchistes, la monarchie (paru dans notre dernier numéro) n'est pas passé inaperçu : Libération du 26 novembre et le Quotidien de Paris du 27 novembre s'en sont fait l'écho.

Ce numéro de la N.A.F. est toujours disponible à nos bureaux (envoi contre 3,50 F).

région parisienne

Le responsable de la propagande pour la Région parisienne tient une permanence tous les soirs dans les locaux du journal de 18 heures à 20 heures. Avec lui, vous pourrez étudier la meilleure façon de participer à la propagande de la N.A.F. cette année.

cassette

• QUELLE DÉFENSE NATIONALE POUR LA FRANCE ? • c'est le thème de la nouvelle cassette qui est disponible. Dans cet enregistrement d'une demi-heure, Bertrand Renouvin et Gérard Leclerc répondent aux questions que chacun se pose aujourd'hui : « L'armée de papa est-elle condamnée ? », « La dissuasion nucléaire est-elle efficace ? », « Quelles sont les conditions de la défense nationale aujourd'hui ? ». Une cassette à commander à la N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris, prix franco : 20 F (C.C.P. N.A.F. 193-14 Z Paris).

aux jeunes royalistes

Depuis mars dernier, une petite équipe d'étudiants et de lycéens de la N.A.F. a entrepris de créer les conditions nécessaires à la naissance d'un mouvement des jeunes royalistes.

Et, désormais un secrétariat national est en contact permanent avec un réseau de responsables régionaux actifs et décidés — c'est avec cet embryon d'organisation que nous avons obtenu des résultats plus qu'honorables au cours des luttes étudiantes du printemps passé — nous disposons aussi, maintenant, d'un certain nombre de moyens de propagande qui permettent à chacun de rayonner. Nous avons enfin gagné un public de sympathisants : les abonnés de N.A.F.-université. Tout cela est encourageant et nous incite à penser qu'il faut franchir de nouvelles étapes.

Le but est, rappelons-le, de construire un mouvement avec une large autonomie dans son domaine, menant des campagnes spécifiques au nom d'une stratégie décidée en commun.

Aussi, dès les journées royalistes de 1977, les étudiants et lycéens de la N.A.F. seront appelés à se rencontrer et à débattre pour prendre en main l'avenir de leur mouvement. Mais pour que ces premiers échanges de vues, ces premiers choix faits ensemble quant à notre ligne et à nos moyens soient intéressants et motivés, c'est dès aujourd'hui que vous devez prendre contact avec nous.

Nous vous appelons donc à nous joindre immédiatement (1) afin que nous puissions discuter avec chacun de ses possibilités d'action, de ses souhaits et de ses opinions sur les avant-projets que nous vous soumettrons dans quelques temps.

LE COLLECTIF

(1) En nous écrivant (NAF-U, 17, rue des Petits-Champs, Paris 75001), en nous téléphonant (742-21-93), ou simplement en vous abonnant à NAF-U notre tract-journal de huit pages (6 francs en timbres ou au C.C.P. N.A.F. 193-14 Z Paris).

cahiers de l'i.p.n.

Attention : le « Cahier de l'I.P.N. » n° 3 est maintenant totalement épuisé. Ne restent disponibles que :

— Cahier n° 2 : - La crise de l'Etat. — Comprendre la société industrielle. — Les sociétés transnationales. — Georges Bernanos. — Une anthropologie maurrassienne.

— Cahier n° 4 : Vers une nouvelle citoyenneté (cahier entièrement consacré à une étude d'Arnaud Fabre sur le problème régional) — Cahier Hors série n° 1 : Stratégie des royalistes et politique.

Cahier n° 2 : franco 8 F ; cahiers n° 4 et hors série : franco 12 F. Commandes au journal.



5 ANS
DE
COMBAT

« N.A.F., cinq ans de combat », un recueil d'articles de la N.A.F. journal qui retrace les grandes étapes de notre action depuis cinq ans.

Pourquoi ce choix d'articles de la N.A.F. ?

Certainement pas par complaisance envers nous-mêmes : la relecture des collections d'un journal est une rude épreuve où les fautes et les erreurs — tant de forme que de fond — sautent aux yeux immédiatement.

Il reste cependant que ces articles marquent les moments de recherche et les épisodes de combat qu'il serait regrettable d'oublier : les uns comme les autres expliquent pour une part le présent, en même temps qu'ils font justice d'un certain nombre de vieilles calomnies. Ainsi au moment où la N.A.F. fête son 5^e anniversaire, ils racontent une partie de son histoire.

Un livre utile et qui vient à son heure.

32 F franco

bulletin d'abonnement

Les abonnés de la N.A.F. reçoivent en supplément, « La lettre de la N.A.F. », publication bi-mensuelle qui leur est spécialement destinée et qui paraît en alternance avec le journal.

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (25 F), 6 mois (45 F), un an (80 F), de soutien (150 F (*))

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

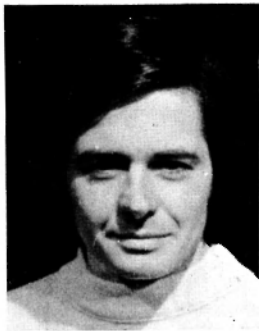
(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 193-14 Z Paris

naf 17 rue des petits champs 75001 PARIS

naf 237 - page 11

éditorial



par
bertrand
renouvin

royaliste pourquoi ?

La crise. Encore et toujours. Et sur tous les plans.

CRISES

Crise économique : malgré le plan Barre, malgré deux ans de gestion d'un homme qui avait été élu pour sa compétence supposée, la hausse des prix atteignait encore 0,9 % le mois dernier. Cela signifie que nous retrouverons cette année une inflation de plus de 10 %. Cela signifie aussi le déséquilibre croissant du commerce extérieur et l'appauvrissement de tous ceux dont les revenus suivent trop tard ou trop peu le mouvement de hausse.

Crise sociale aussi. Malgré une production industrielle très satisfaisante, les chômeurs sont plus d'un million et le patronat annonce de nouveaux licenciements que le gouvernement laissera faire. « Les patrons au gouvernement » ? Le « gouvernement du patronat » ? La « dictature cynique des monopoles » ? Le giscardisme semble justifier ces slogans que l'extrême gauche elle-même considère comme de grossières simplifications.

L'essentiel n'est cependant pas là. L'accroissement du chômage, c'est d'abord l'angoisse et l'amertume d'hommes et de femmes qui se sentent tout à coup rejetés, exclus — et infiniment vulnérables. Pourtant, Giscard ne disait-il pas, au mois de

mai dernier, que la crise était derrière nous ? Si la reprise de l'activité économique ne réduit pas le nombre des chômeurs, ce sont les capitalistes qu'il faut interroger et c'est le gouvernement qu'il faut condamner pour n'avoir pas su ordonner les réformes de structures nécessaires.

RETOUR A LA IV^e

Crise politique enfin, qui s'étale depuis des semaines à la « une » des journaux. Elle ne surprend pas la N.A.F., qui annonçait, dès le retour de Giscard, le retour à la IV^e République.

Eh bien nous y sommes ! Et encore, la IV^e République, dans sa folie suicidaire, pouvait se tourner vers l'Elysée où demeurerait un homme sage, bien que sans pouvoirs. Mais nous n'avons même plus René Coty, qui sut éviter la catastrophe finale en faisant appel au « plus illustre des Français ». Aujourd'hui, le Président de la République dispose de pouvoirs étendus. Mais il n'a pas le sens de l'Etat. Comment s'étonner, dès lors, que le pouvoir lui glisse entre les doigts ?

Anciens partisans de Giscard ou non, tout le monde en convient maintenant : nous avons depuis deux ans à la tête de l'Etat un être désinvolte, qui rêve son action au lieu de diriger la France, et qui est le jouet de ses fantasmes et des rancunes de son état-major.

Fantasma, en effet, que de vouloir « gouverner au centre » quand toute la logique politicienne durcit l'alternative droite-gauche. A part la visite de Robert Fabre à l'Elysée et la présence de Pierre Brousse au gouvernement, la tactique giscardienne, fondée sur une analyse sociologique grotesque, n'a pu sortir du néant. Quant à l'état-major giscardien (Poniatowski et les demi-soldes de l'extrême-droite), il rêvait parallèlement de détruire le « parti gaulliste » pour construire la majorité sur une alliance entre les Indépendants, les Centristes et les socialistes. Tactique qui fut celle... de l'OAS après 1962, ce qui prouve que la droite n'a pas la mémoire courte, quand elle a la rage au ventre.

CHIRAC

Mais la rancune est mauvaise conseillère puisqu'on voit aujourd'hui l'UDR triompher sur les débris du giscardisme. Point n'est besoin d'insister : les faux calculs stratégiques ont été aggravés par des erreurs tactiques (la désignation de M. d'Ornano comme candidat officiel à la mairie de Paris) qui accélèrent le processus de décomposition du pouvoir. Et ce ne sont pas les voyages en province (la Lorraine qui crève n'a que faire des sentences présidentielles) ou les gadgets éculés (le Conseil des ministres à Lille) qui redresseront la situation.

Est-ce la fin ? Nul ne le sait, car l'agonie peut être plus ou moins lente. Mais on devine que Giscard va perdre la partie, à moins d'un sursaut miraculeux ou d'une astuce de dernière heure : déjà le pouvoir est ailleurs, entre les mains de Chirac qui se présente en successeur et qui détient désormais un droit de vie et de mort sur le clan giscardien. Chirac a le pouvoir de provoquer la chute du gouvernement Barre.

Il a le pouvoir de provoquer des élections anticipées. Comme il a le pouvoir d'accorder un sursis à l'équipe en place. Faut-il s'étonner, alors, que les rats quittent la barque giscardienne et que la droite (de Brigneau aux « barons du gaullisme ») se fédère autour du vainqueur probable.

Faut-il se laisser séduire ? J'ai déjà dit, ici, que nous avons tout à craindre de l'aventurier Jacques Chirac. Non seulement à cause des hommes (les plus réactionnaires) ! et des groupes (presque toute l'extrême-droite !) qui l'entourent. Non seulement à cause de sa démagogie populiste, qui risque de berner de nombreux électeurs. Mais parce que sa stratégie est fondée sur l'affrontement avec la gauche tout entière, donc avec une moitié de la France.

Comme Giscard et son entourage d'anticommunistes forcenés, Chirac est le candidat de la division, le fauteur d'un nouvel acte de la guerre civile entre la droite et la gauche. Vainqueur aux prochaines élections présidentielles, il serait, comme son prédécesseur, l'élu d'un camp et non le Président de tous les Français.

CONDITIONS DE L'UNITE

On dira qu'avec Mitterrand ce serait la même chose. C'est vrai : les rôles seraient inversés sans que la question soit résolue. Telle est la logique du système : conçu par un homme qui avait le souci de rassembler la nation tout entière, il est aujourd'hui l'instrument d'aventuriers sans scrupules qui fondent leurs espoirs sur une division accrue entre Français.

De tels événements, et de telles perspectives, suffisent à expliquer notre royalisme. Un royalisme qui n'est ni une nostalgie, ni une utopie :

— il se fonde sur le souci, commun à beaucoup de Français, de mettre fin à l'affrontement entre la droite et la gauche, afin que l'Etat incarne la nation entière, dans le respect de ses diversités ;

— il part d'une évidence : les politiciens et le système politique actuel durcissent les oppositions au lieu de briser les clivages ;

— il procède de cette conclusion : seule une institution naturellement placée au-dessus des partis politiques, des intérêts économiques et des classes sociales pourrait rassembler la nation, assurer la liberté de tous, permettre que les changements nécessaires s'accomplissent dans la justice. Cela, parce qu'un roi ne dépend d'aucun clan, d'aucun intérêt, d'aucune clientèle.

On le voit en Espagne, où le roi Juan Carlos conduit son peuple vers la liberté, sans qu'il soit besoin de « parti du roi ». Cela parce que le roi incarne l'Espagne tout entière, tirant sa légitimité de l'histoire et du service qu'il rend à son pays. Incarnation de la nation tout entière, il n'en gouvernera pas moins avec la diversité des partis et des doctrines : un roi n'est pas un dictateur.

L'exemple est à méditer, à l'heure où la France s'engage dans un nouvel épisode de sa guerre civile. Les Français en feraient l'économie, s'ils se tournaient vers le véritable recours.

Bertrand RENOUVIN.